



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

calamités agricoles

Question écrite n° 28021

Texte de la question

M. Jean-Claude Flory souhaite à nouveau attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales au sujet de la sécheresse. La France vient de subir une sécheresse sans précédent. L'agriculture a été durement touchée. En Ardèche, les pertes sont importantes. La situation est d'autant plus grave que notre département, très enclavée, se situe loin des zones de production de fourrages. Seulement une partie des 30 000 tonnes de fourrages nécessaires ont pu être acheminées par des moyens exceptionnels. Pour faire face à une situation dramatique certains éleveurs ont dû vendre une partie de leur bétail, et donc entamer leur capital. La survie d'exploitations fragiles est en jeu. Le Gouvernement a agi le plus efficacement possible. Mais les conséquences de la sécheresse n'ont pas fini de se faire sentir. Il est nécessaire que l'effort de transport soit poursuivi tant que le besoin existera. Il est indispensable de continuer à faire jouer la solidarité nationale pour accompagner les agriculteurs en difficulté. Aussi, il lui demande ce qu'il prévoit pour suivre et évaluer les conséquences secondaires de la sécheresse. Il en appelle au maintien de la vigilance et de la mobilisation de son ministère sur ce dossier.

Texte de la réponse

À la suite de la sécheresse qui a affecté de nombreux départements français, le Gouvernement a mis en place des mesures pour pallier les graves difficultés que ce phénomène a entraînées pour les exploitants agricoles. Tout d'abord, plusieurs mesures visent à améliorer la trésorerie des exploitants, et principalement des éleveurs, confrontés à la nécessité d'acheter des aliments pour leur bétail du fait des pertes subies sur la production fourragère des exploitations. Il a été décidé ainsi d'anticiper le versement des aides communautaires aux grandes cultures dans les départements sinistrés de polyculture-élevage, d'avancer le paiement de certaines primes à l'élevage dans ces départements et de reconduire la majoration de 20 % de l'acompte des primes à l'abattage et aux bovins mâles. L'État couvrira les frais financiers afférents à ces avances d'aides, qui, au total, portent sur près de 2 milliards d'euros. En outre, en accord avec la Mutualité sociale agricole, la date limite de paiement des cotisations personnelles des chefs d'exploitation a été reportée au 15 décembre 2003, ce report portant potentiellement sur 431 millions d'euros de cotisations. Par ailleurs, afin de limiter le coût de l'affouragement, le Gouvernement a obtenu la mobilisation des céréales provenant des stocks d'intervention communautaires. Au titre de l'année 2003, le fonds national de garantie des calamités agricoles a été abondé par l'État à hauteur de 399 millions d'euros. Cette dotation permet de verser des acomptes sur indemnisation dans les départements dont les dossiers ont été examinés par la Commission nationale des calamités lors de ses réunions anticipées des 29 août 2003, 30 septembre 2003 et 18 novembre 2003. Le solde sera versé après constat définitif des pertes. Les jeunes agriculteurs et les récents investisseurs particulièrement fragilisés par la sécheresse pourront avoir accès à des prêts « calamités » à un taux superbouffé de 1,5 % sur une durée maximale de sept ans, les autres agriculteurs sinistrés pourront bénéficier de prêts « calamités » au taux bouffé de 2,5 % sur une durée de quatre ans. Deux mesures sont ouvertes pour alléger les charges financières des exploitants sinistrés. Pour les exploitants dont la charge de la dette dépasse 50 % du revenu brut, les annuités en intérêts et capital qu'ils auront à acquitter dans les douze mois qui viennent pourront être financées par un

prêt bonifié d'une durée maximum de cinq ans incluant un différé total d'un an, au taux de 1,5% pour les jeunes agriculteurs, et de 2,5 % pour les autres exploitants, ce taux étant ramené à zéro pour la première année. Le coût financier correspondant, soit 225 MEUR, est pris en charge par l'État. Pour les situations financières les plus délicates, limitant l'accès à de nouveaux prêts, le fonds d'allégement des charges est mobilisé à hauteur de 20 millions d'euros afin de diminuer les intérêts dus par les exploitants au titre de l'annuité de leurs prêts professionnels. Enfin, compte tenu des dernières évaluations des besoins, le Gouvernement a décidé d'abonder de 13 millions d'euros supplémentaires l'enveloppe d'aide au transport de fourrage initialement décidée fin juillet à hauteur de 37 millions d'euros. Cette aide au transport, payable sur factures acquittées dans la limite de 45 euros par tonne, est ouverte dans les départements sinistrés pour lesquels les possibilités d'approvisionnement local s'avèrent les plus limitées. L'impact de ces mesures est suivi par les instances de concertation mises en place afin d'adapter au mieux les interventions aux besoins des exploitants sinistrés.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Flory](#)

Circonscription : Ardèche (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 28021

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 novembre 2003, page 8555

Réponse publiée le : 23 mars 2004, page 2291